



**PRÉFET  
DES VOSGES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Épinal, le 23/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV NORD EST**

17 rue de Copenhague  
67300 Schiltigheim

Références : S-24-452RP

Code AIOT : 0006202326

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté La Haie Rousse Route de Doncière 88700 Ménarmont. L'inspection a été annoncée le 15/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du contrôle du respect d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n° 132/2024/DREAL/UD88 du 12 février 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV NORD EST
- La Haie Rousse Route de Doncière 88700 Ménarmont
- Code AIOT : 0006202326
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Suez RV Nord Est doit assurer la post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de MENARMONT au lieu dit " La Hair Rousse " aux conditions définies par l'arrêté préfectoral n° 2370/2014 du 23 octobre 2014, au moins pendant 30 ans à partir du 28 juin 2013. De plus, des servitudes d'utilité publique sont instituées par l'arrêté préfectoral n° 1246/2018 du 13 juin 2018.

L'exploitation est réalisée depuis 1997 et a pris fin le 31 décembre 2011 pour 829 843 tonnes de déchets acceptés sur le site.

## Contexte de l'inspection :

- Contrôle du respect des dispositions de l'arrêté de mise en demeure n° 132/2024/DREAL/UD88 du 12 février 2024.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôture du site	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Panneau d'information	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Surveillance et entretien	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure
4	Drainage des eaux	Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1	Levée de mise en demeure

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les contrôles de l'inspection en date du 04 avril 2024 ont permis de vérifier les actions entreprises pour se conformer aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 132/2024/DREAL/UD88 du 12 février 2024.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Clôture du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit réparer la clôture qui entoure le site.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la réparation de la clôture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

#### N° 2 : Panneau d'information

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit mettre en place un panneau d'affichage à l'entrée du site avec différentes informations sur l'installation.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la présence du panneau d'affichage accroché sur le portail d'accès au site. Toutes les informations requises y sont inscrites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 3 : Surveillance et entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit modifier sa procédure pour inclure sur le registre toutes les personnes qui entrent sur le site.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté la mise en place du registre des personnes entrantes, accompagné du plan de prévention 2024 qui prévoit l'obligation, pour tous les prestataires, de prévenir au préalable d'une intervention sur site, afin que le registre des personnes entrantes soit complété.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 4 : Drainage des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de Mise en Demeure du 12/02/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b> Sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit dégager l'accès du bassin tampon pour pouvoir vérifier si la sortie est munie d'un dispositif d'obturation et réparer le dispositif d'obturation d'un des drains qui arrivent dans la chambre de jonction.
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté le nettoyage/débroussaillage du chemin d'accès au bassin tampon permettant de rejoindre le regard, en aval, muni du dispositif d'obturation du bassin tampon. Concernant le dispositif d'obturation d'un des drains qui arrivent dans la chambre de jonction, la facture de réparation a été fournie à l'inspection et un contrôle visuel sur place a été réalisé le jour de la visite d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure